

« voor het jaar 2007 » vervangen door de woorden « voor het jaar 2008 » en wordt het bedrag « 532.022,59 EUR » vervangen door het bedrag « 570.109,42 EUR ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Art. 4. Onze Minister van Zelfstandigen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 april 2008.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

remplacés par les mots « pour l'année 2008 » et le montant « 532.022,59 EUR » est remplacé par le montant « 570.109,42 EUR ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 4. Notre Ministre des Indépendants est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 avril 2008.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 1551

[C — 2008/31214]

17 AVRIL 2008. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services "Espaces-Rencontres"

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° Services Espaces-Rencontres : les services qui s'adressent aux familles en situation de rupture, de divorce ou de séparation, et qui exercent les missions visées à l'article 4;

2° Parents : le père, la mère, les grands-parents ou toute autre personne titulaire d'un droit aux relations personnelles avec l'enfant au bénéfice duquel intervient le service "Espaces-Rencontres";

3° Conseil consultatif : la section "Services ambulatoires" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé.

Art. 3. Les services "Espaces-Rencontres" sont agréés par le Collège s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

Peuvent seuls porter l'appellation "Espaces-Rencontres" les services "Espaces-Rencontres" agréés conformément au présent décret. L'agrément doit être mentionné sur tous leurs actes, documents ou publications.

CHAPITRE II. — *Missions*

Art. 4. § 1^{er}. Les services "Espaces-Rencontres" ont pour missions :

1° de permettre à l'enfant un exercice normal du droit aux relations personnelles avec le parent avec lequel il ne vit pas, lorsque ce droit a été interrompu ou lorsqu'il se déroule difficilement ou de manière conflictuelle;

2° de contribuer à créer ou à restaurer la relation entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er} sont exercées dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, ou à la demande des parents.

§ 3. Elles sont réalisées :

1° en organisant des rencontres entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas;

2° en encadrant par un tiers neutre et professionnel l'exercice du droit aux relations personnelles pour l'enfant et les parents concernés;

3° en fournissant gratuitement ses prestations.

CHAPITRE III. — *Conditions et procédure d'agrément*

Art. 5. Le Collège agréé les services "Espaces-Rencontres" et en fixe la programmation.

La programmation tient compte d'un critère de répartition géographique, d'un critère de taux de couverture et des crédits budgétaires disponibles.

Art. 6. La demande d'agrément est introduite par le service "Espaces-Rencontres" auprès du Collège suivant les modalités fixées par celui-ci.

Le contenu du dossier de demande d'agrément comporte au minimum les documents et informations suivants :

- 1° la description des tâches assurées par le service;
- 2° les statuts de l'ASBL;
- 3° la composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration;
- 4° la composition et la qualification du personnel;
- 5° le volume des prestations;
- 6° le règlement d'ordre intérieur;
- 7° le rapport d'activités de l'exercice précédent;
- 8° le plan des locaux.

Art. 7. Pour être agréé, le service "Espaces-Rencontres" doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être créé sous la forme d'une association sans but lucratif;
- 2° avoir le siège de ses activités en Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° accomplir de manière exclusive toutes les missions visées à l'article 4;
- 4° fournir ses prestations en excluant toutes formes de discriminations;
- 5° disposer de locaux permettant au moins l'organisation d'un secrétariat, d'une permanence d'accueil, d'entretiens confidentiels et de rencontres entre parents et enfants;
- 6° disposer d'un coordinateur exerçant les tâches visées à l'article 9 et de personnel qualifié;
- 7° disposer d'un règlement d'ordre intérieur précisant au minimum :
 - a) la répartition des tâches au sein du service « Espaces-Rencontres »;
 - b) les droits et devoirs des membres du personnel et des bénéficiaires;
- 8° s'engager à respecter la charte déontologique définie par le Collège;
- 9° s'engager à assurer la formation continue et la supervision des membres du personnel.

Le Collège détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives aux normes de personnel, à la permanence d'accueil et à l'organisation des locaux.

Art. 8. § 1^{er}. Le Collège fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de prolongation, de suspension et de retrait de l'agrément. Ces procédures nécessitent l'avis du Conseil consultatif.

§ 2. L'agrément est accordé par le Collège au service "Espaces-Rencontres" pour un terme de cinq ans après avis du Conseil consultatif.

L'agrément est renouvelable à la demande du service "Espaces-Rencontres" six mois avant le terme de son agrément.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'une demande visant l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé provisoirement pour une durée de deux ans. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire, prolongé par le Collège pour une période de trois ans.

La prolongation de l'agrément peut être retirée dans le cas de la non-exécution des missions et/ou le non-respect des normes fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

§ 4. L'agrément peut être suspendu ou retiré par le Collège, sur avis du Conseil consultatif, pour cause d'inobservation des dispositions fixées par et en vertu du présent décret.

Le Collège fixe les modalités de recours en cas de suspension ou de retrait de l'agrément. Il prévoit notamment la possibilité pour le service concerné de faire valoir ses observations.

§ 5. Le service "Espaces-Rencontres" introduit une demande de modification d'agrément en cas de modification de dénomination du service, de l'adresse du siège social et de l'adresse du lieu d'activités. Il doit communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné. Le Collège détermine la procédure de modification d'agrément. Celle-ci comporte un avis du Conseil consultatif.

CHAPITRE IV. — Normes de fonctionnement

Art. 9. Le coordinateur visé à l'article 7, 6° organise les activités du service pour remplir les missions visées à l'article 4, en concertation avec les membres du personnel. Il veille notamment à l'application du règlement de travail, du règlement d'ordre intérieur, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, ainsi qu'aux relations avec le pouvoir subsidiant.

Art. 10. Les membres du personnel ainsi que toute personne ayant accès aux dossiers individuels sont tenus au secret professionnel.

Art. 11. Les membres du personnel tiennent un registre d'activités conforme au modèle fixé par le Collège, dans lequel sont répertoriés le nombre et le type de consultations. Ce registre n'est accessible qu'aux membres du personnel et aux fonctionnaires désignés par le Collège pour le contrôle des services. Les informations qui y figurent sont anonymes.

Art. 12. Le service "Espaces-Rencontres" agréé établit annuellement :

1° un rapport d'activités qualitatif circonstancié, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés, ainsi qu'une évaluation de ses méthodes quant à leur efficacité et leur impact;

2° un rapport d'activités quantitatif.

Le modèle des rapports d'activités est fixé par le Collège.

CHAPITRE V. — *Subventions*

Art. 13. Le Collège octroie, dans les limites des crédits budgétaires, une subvention aux "Espaces-Rencontres".

Celle-ci couvre des frais de rémunérations, des frais de fonctionnement ainsi que des frais de formation.

Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

Le Collège détermine les types de frais qui peuvent être couverts par la partie de la subvention dédiée aux frais de fonctionnement et de formation.

Le Collège détermine les conditions et les modalités d'octroi des subventions.

Art. 14. Des avances trimestrielles égales au quart de la subvention annuelle visée à l'article 13 sont liquidées au plus tard pour les 15 février, 15 mai et 15 août et au cinquième de la subvention pour le 15 novembre.

Le solde de la subvention annuelle est liquidé, après approbation des justificatifs, au plus tard le 30 novembre de l'année suivante.

Le Collège détermine les modalités de justification des frais couverts et les documents à fournir. Ceux-ci comportent au moins le rapport annuel d'activités du service "Espaces-Rencontres" et les compte et bilan de l'asbl.

CHAPITRE VI. — *Contrôle et sanctions*

Art. 15. § 1^{er}. – Toute personne qui organise ou dirige une association portant, sans être agréée, l'appellation "Espaces-Rencontres" est passible d'une amende administrative. L'amende s'élève à 3.000 euros.

§ 2. Le Collège inflige les amendes administratives sur proposition de ses services et après audition du contrevenant par ceux-ci. Les amendes administratives sont notifiées au contrevenant concerné dans le mois de la décision du Collège.

Elles sont payables dans les deux mois de la notification au compte général de la Commission communautaire française.

Art. 16. Les services "Espaces-Rencontres" agréés ou agréés provisoirement doivent permettre et accepter la vérification de l'application du présent décret par les agents des services du Collège désignés par le Collège, en leur garantissant un libre accès aux locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à leur mission.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 17. En dérogation au chapitre III, les services "Espaces-Rencontres" suivants sont agréés de plein droit dès l'entrée en vigueur du présent décret, pour une durée transitoire prenant fin un an après la date d'entrée en vigueur du présent décret :

1° Espace-Rencontre Bruxelles ASBL;

2° Le Patio ASBL.

Six mois avant le terme de cet agrément, les services peuvent introduire une demande de renouvellement d'agrément selon les conditions et les modalités prévues au chapitre III.

Art. 18. A l'article 5, § 2 du décret du 5 juin 1997 de la Commission communautaire française portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, la première phrase est complétée par les mots suivants : "les services Espaces-Rencontres".

Art. 19. Est abrogé le décret du 20 décembre 2007 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services "Espaces-Rencontres".

Art. 20. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 avril 2008.

B. CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique et de la Santé

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Cohésion sociale

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargée du Budget,
des Personnes handicapées et du Tourisme

Mme Fr. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargée de la Formation professionnelle,
de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 1551

[C — 2008/31214]

17 APRIL 2008. — Decreet betreffende de erkenning en de verlening van toelagen aan de "Services Espaces-Rencontres"

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde materie, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig decreet dient men te verstaan onder :

1° « Services Espaces-Rencontres » : de diensten die zich richten tot de gezinnen die een breuk doormaken, een scheiding of een feitelijke scheiding, en die de in artikel 4 bedoelde opdrachten vervullen;

2° Ouders : de vader, de moeder, de grootouders of elk ander persoon die houder is van een recht tot persoonlijke relaties met het kind ten gunste waarvan de "Service Espaces-Rencontres" optreedt;

3° Adviesraad : de afdeling "Services ambulatoires" van de « Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé ».

Art. 3. De "Services Espaces-Rencontres" worden erkend door het College indien deze voldoen aan de door onderhavig decreet bepaalde voorwaarden, of overeenkomstig onderhavig decreet.

Mogen enkel de benaming "Espaces-Rencontres" dragen, de "Services Espaces-Rencontres" die zijn erkend overeenkomstig onderhavig decreet. De erkenning moet eveneens worden vermeld op al hun akten, documenten en publicaties.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 4. § 1^{er}. De "Services Espaces-Rencontres" hebben tot opdracht :

1° het kind in de mogelijkheid stellen tot een normale uitoefening van het recht tot persoonlijke relaties met de ouder waarmee het niet samenleeft, indien de uitoefening van dit recht werd onderbroken of indien deze moeilijk of op conflictuele wijze verloopt;

2° bijdragen tot het scheppen of herstellen van de relatie tussen het kind en de ouder waarmee het niet samenleeft.

§ 2. De in § 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd in het kader van een gerechtelijke of administratieve procedure, of op verzoek van de ouders.

§ 3. Deze worden verricht :

1° door de organisatie van ontmoetingen tussen het kind en de ouder waarmee het niet samenleeft;

2° door de omkadering door een neutrale professionele derde van de uitoefening van het recht tot persoonlijke relaties voor het kind en de betrokken ouders;

3° door het gratis verstrekken van zijn prestaties.

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden en procedure van erkenning*

Art. 5. Het College erkent de "Services Espaces-Rencontres" en stelt hun programmering vast.

De programmering houdt rekening met een criterium inzake geografische spreiding, een criterium wat betreft de dekkingsgraad en de beschikbare begrotingsmiddelen.

Art. 6. De aanvraag tot erkenning wordt ingediend bij het College door de "Service Espaces-Rencontres", volgens de door het College bepaalde modaliteiten.

De inhoud van het dossier van de aanvraag tot erkenning omvat tenminste de volgende documenten en informatie :

1° de beschrijving van de door de dienst verzekerde taken;

2° de statuten van de VZW;

3° de samenstelling van de algemene vergadering en van de raad van bestuur;

4° de samenstelling en de kwalificaties van het personeel;

5° het volume van de prestaties;

6° het reglement van inwendige orde;

7° het activiteitenverslag van het vorig boekjaar;

8° het plan van de lokalen.

Art. 7. Om te worden erkend, moet de "Service Espaces-Rencontres" voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° zijn activiteitenzetel hebben in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° op autonome wijze alle in artikel 4 bedoelde opdrachten vervullen;

4° zijn prestaties verrichten met uitsluiting van elke vorm van discriminatie;

5° beschikken over lokalen die tenminste de organisatie mogelijk maken van een secretariaat, een onthaaldienst, vertrouwelijke gesprekken en ontmoetingen tussen ouders en kinderen;

6° beschikken over een coördinator die de in artikel 9 bedoelde taken vervult en over gekwalificeerd personeel;

7° beschikken over een reglement van inwendige orde dat tenminste verduidelijkt :

a) de taakverdeling binnen de « Service Espaces-Rencontres »;

b) de rechten en plichten van de personeelsleden en van de begunstigden;

8° zich ertoe verbinden om het deontologisch handvest na te leven dat is opgesteld door het College;

9° zich ertoe verbinden om de voortgezette opleiding en de supervisie van de personeelsleden te verzekeren.

Het College bepaalt de specifieke erkenningsvoorwaarden wat betreft de normen van het personeel, de onthaaldienst en de organisatie van de lokalen.

Art. 8. § 1^{er}. — Het College bepaalt de procedures voor de toekenning, de hernieuwing, de verlenging, de opschorting en de intrekking van de erkenning. Deze procedures vereisen het advies van de Adviesraad.

§ 2. De erkenning wordt door het College aan de "Service Espaces-Rencontres" verleend voor een termijn van vijf jaar, na advies van de Adviesraad.

De erkenning is hernieuwbaar op verzoek van de "Service Espaces-Rencontres" en dit zes maanden voor het verstrijken van zijn erkenning.

§ 3. Indien het zich handelt om een aanvraag voor de erkenning van een nieuwe dienst, dan wordt de erkenning voorlopig toegekend voor een duur van twee jaar. Na deze periode wordt de erkenning door het College verlengd voor een periode van drie jaar, behoudens een tegengestelde beslissing.

De verlenging van de erkenning kan worden ingetrokken bij niet-uitvoering en/of niet-naleving van de door of overeenkomstig onderhavig decreet bepaalde normen.

§ 4. De erkenning kan worden opgeschort of ingetrokken door het College, na advies van de Adviesraad, omwille van het niet in acht nemen van de door en overeenkomstig onderhavig decreet vastgestelde bepalingen.

Het College bepaalt de modaliteiten van beroep bij opschorting of intrekking van de erkenning.

Het voorziet met name de mogelijkheid voor de betrokken dienst om zijn bemerkingen te laten gelden.

§ 5. De "Service Espaces-Rencontres" dient een aanvraag tot wijziging van de erkenning in bij een wijziging van de benaming van de Dienst, het adres van de maatschappelijke zetel en van het adres van de plaats waar de activiteiten worden uitgeoefend. Hij moet onverwijld en schriftelijk aan het Bestuur elke wijziging meedelen die wordt aangebracht aan de statuten en aan de samenstelling van het betoelaagd personeel. Het College bepaalt de procedure voor de wijziging van de erkenning. Deze omvat een advies van de Adviesraad.

HOOFDSTUK IV. — *Werkingsnormen*

Art. 9. De in artikel 7, 6° bedoelde coördinator organiseert de activiteiten van de Dienst om de in artikel 4 bedoelde opdrachten te vervullen, in overleg met de personeelsleden. Hij waakt met name over de toepassing van het arbeidsreglement, van het reglement van inwendige orde, over de naleving van de verschillende geldende reglementering, de organisatie van het teamwerk, evenals over de relaties met de subsidiërende overheid.

Art. 10. De personeelsleden, evenals elke persoon die toegang heeft tot de individuele dossiers, zijn gehouden aan het beroepsgeheim.

Art. 11. De personeelsleden houden een activiteitenregister bij conform het door het College bepaald model, waarin het aantal en het type van de raadplegingen zijn opgenomen. Dit register is enkel toegankelijk voor de personeelsleden en de door het College voor de controle van de Diensten aangestelde ambtenaren. De informatie, die erin is opgenomen, is anoniem.

Art. 12. De erkende "Service Espaces-Rencontres" stelt jaarlijks op :

1° een omstandig kwalitatief activiteitenverslag dat met name een analyse bevat van de behandelde problemen, de in functie van de problemen en doelstellingen gevolgde methodes, evenals een evaluatie van de doeltreffendheid en de impact ervan;

2° een kwantitatief activiteitenverslag.

Het model van de activiteitenverslagen wordt bepaald door het College.

HOOFDSTUK V. — *Toelagen*

Art. 13. Het College verleent, binnen de grenzen van de begrotingskredieten, een toelage aan de "Espaces-Rencontres". Deze dekt loon-, werkings- evenals opleidingskosten.

Het College bepaalt de loonschalen die van toepassing zijn op elke functie, de wijze van berekening van de anciënniteit van het betoelaagd personeel en de wijze van berekening van de patronale lasten en andere betoelaagde voordelen.

Het College bepaalt welke kosten mogen worden gedekt door het gedeelte van de toelage dat bestemd is voor de werkings- en opleidingskosten.

Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de verlening van de toelagen.

Art. 14. Driemaandelijksse voorschotten gelijk aan een vierde van de in artikel 13 bedoelde jaarlijkse toelage worden uitgekeerd ten laatste vóór 15 februari, 15 mei en 15 augustus, en een voorschot gelijk aan een vijfde van de toelage vóór 15 november.

Het saldo van de jaarlijkse toelage wordt uitgekeerd na goedkeuring van de bewijsstukken, ten laatste op 30 november van het volgend jaar.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de rechtvaardiging van de gedekte kosten en de documenten die dienen te worden voorgelegd. Deze omvatten tenminste het jaarlijks activiteitenverslag van de "Service Espaces-Rencontres" en de rekening en balans van de VZW.

HOOFDSTUK VI. — *Controle- en strafmaatregelen*

Art. 15. § 1^{er}. Aan elke persoon, die een vereniging organiseert of bestuurt die, zonder te zijn erkend, de benaming "Espaces-Rencontres" draagt, kan een administratieve boete worden opgelegd.

Deze boete bedraagt 3.000 euro.

§ 2. Het College legt deze administratieve boeten op op voorstel van zijn diensten en nadat de overtreder door deze laatsten is gehoord. De administratieve boeten worden betekend aan de betrokken overtreder binnen de maand die volgt op de beslissing van het College.

Deze zijn betaalbaar binnen de twee maanden die volgen op de betekening, op de algemene rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 16. De erkende of voorlopig erkende "Services Espaces-Rencontres" moeten de controle van de toepassing van onderhavig decreet mogelijk maken en aanvaarden door de ambtenaren van de door het College aangeduide diensten, door hen vrije toegang te bieden tot de lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die noodzakelijk zijn voor hun opdracht.

HOOFDSTUK VII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 17. In afwijking van hoofdstuk III worden de volgende "Services Espaces-Rencontres" van rechtswege erkend vanaf de inwerkingtreding van onderhavig decreet, voor een overgangperiode die ten einde loopt een jaar na de datum van inwerkingtreding van onderhavig decreet :

1° de VZW Espace-Rencontre Bruxelles;

2° de VZW Patio.

Zes maanden vóór het einde van deze erkenning kunnen de diensten een aanvraag tot hernieuwing van hun erkenning indienen volgens de in hoofdstuk III voorziene voorwaarden en modaliteiten.

Art. 18. In artikel 5, § 2 van het decreet van 5 juni 1997 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van de « Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé » wordt de eerste zin aangevuld met de woorden : "les Services Espaces-Rencontres".

Art. 19. Het decreet van 20 december 2007 betreffende de erkenning en de verlening van toelagen aan de "Services Espaces-Rencontres" wordt ingetrokken.

Art. 20. Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van onderhavig decreet.

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 17 april 2008.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheid.

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Begroting,
Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme

Mevr. Fr. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2008/201577]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989

Par arrêt n° 181.175 du 17 mars 2008 en cause de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et de la Communauté française contre la Communauté flamande, en présence de la SA « 4FM Groep » et la SA « Vlaamse Media Maatschappij », parties intervenantes, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 21 mars 2008, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 17 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques est-il compatible avec les règles fixées par la Constitution ou en vertu de celle-ci en vue de déterminer les compétences respectives de l'autorité fédérale et des communautés, en particulier l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la Constitution et les articles 4, 6°, et 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

- dans l'interprétation selon laquelle les communautés sont obligées de conclure un accord de coopération relatif à la coordination de fréquences radio pour les radiodiffuseurs, avant de déterminer des fréquences radio chacune dans le cadre de ses compétences propres,

- dans l'interprétation selon laquelle les communautés peuvent régler par la voie d'un accord de coopération la coordination de fréquences radio pour les radiodiffuseurs, sans être toutefois obligées de conclure un tel accord ? ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 4445 du rôle de la Cour.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.